

Quelques chiffres du rapport de l'OCDE dans Regards sur l'Education de 2010.

La France connaît un retard sur les investissements éducatifs et paye mal ses enseignants.

Dépenses annuelles des établissements d'enseignement par élève/étudiant, tous services confondus (2007)

	Préprimaire (enfants de 3 ans et plus)	Primaire	Premier cycle du secondaire	Deuxième cycle du secondaire	Ensemble du secondaire	
FRANCE	5527	6044	8339	11082	9532	Ainsi concernant la maternelle, le primaire la France est en dessous des moyennes OCDE et de l'UE 19.
Moyenne de l'OCDE	5447	6741	7598	8746	8267	
Total de l'OCDE	5838	6756			8153	
Moyenne UE 19	5468	6752	8165	8617	8346	

Salaire des enseignants (2008)

Salaire statutaire annuel des enseignants des établissements publics, en début de carrière, après 15 ans d'exercice et à l'échelon maximum, selon le niveau d'enseignement, en équivalents USD convertis sur la base des PPA

	Salaire en début de carrière/formation minimale	Salaire après 15 ans d'exercice/formation minimale	Premier cycle du secondaire Salaire à l'échelon maximum/formation minimale	Rapport entre le salaire à l'échelon maximum et le salaire en début de carrière	Rapport entre le salaire après 15 ans d'exercice (formation minimale) et le PIB par habitant
FRANCE	23735	31927	47108	1,98	0,97
Moyenne de l'OCDE	28949	39426	48022	1,71	1,16
Moyenne UE 19	28628	38582	46977	1,69	1,12

Communiqué de presse de l'OCDE

« Éducation : les pouvoirs publics devraient développer l'enseignement supérieur pour stimuler l'emploi et augmenter les recettes fiscales. »

Alors que la concurrence s'intensifie sur le marché mondial de l'éducation, les États doivent viser une qualité de niveau international pour leurs systèmes éducatifs afin d'assurer une croissance économique à long terme, selon l'édition 2010 de la publication annuelle de l'OCDE, Regards sur l'éducation.

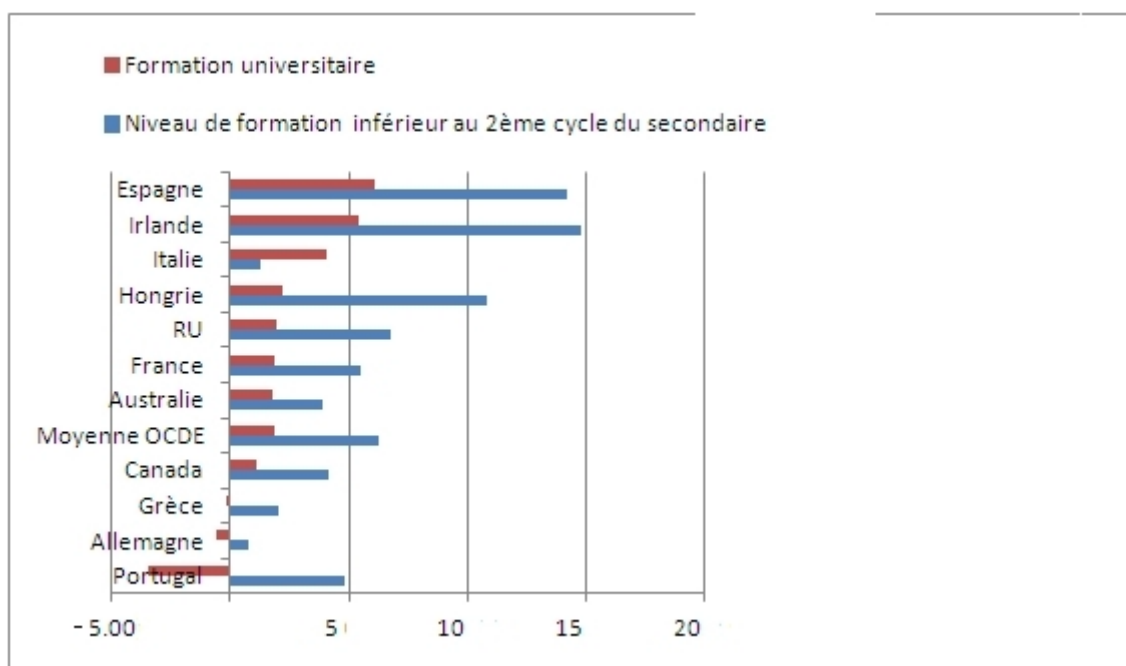
« Dans une économie mondialisée, il ne s'agit plus de progression aux vues des normes nationales uniquement. Les systèmes éducatifs réalisant les meilleurs résultats au niveau international constituent la référence en matière de réussite » a déclaré M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors du lancement du rapport à Paris.

« Face à une récession mondiale qui continue de peser sur l'emploi, l'éducation constitue un investissement essentiel pour répondre à des évolutions technologiques et démographiques qui redessinent le marché du travail. »

Des constats récents montrent tout l'intérêt d'investir dans l'enseignement. Les jeunes peu qualifiés ont été durement touchés au cours de la crise économique, notamment ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, et dont le taux de chômage a augmenté de près de cinq points de pourcentage dans les pays de l'OCDE entre 2008 et 2009.

Par comparaison, le taux de chômage des diplômés du supérieur a augmenté de moins de deux points de pourcentage pendant la même période ([encadré C3.1](#)).

Evolution du taux de chômage pour la population des 15-29 ans (2008- 2009)



« Une bonne formation améliore l'aptitude à l'emploi », a ajouté M. Gurría. « Dans les pays touchés en premiers par la récession, les personnes peu qualifiées ont eu plus de mal à trouver et à garder un emploi. »

Avec la hausse de la demande de formations supérieures, l'analyse de l'édition 2010 de Regards sur l'éducation montre que les ressources publiques investies dans l'enseignement supérieur offrent par ailleurs un autre avantage non négligeable en apportant des recettes fiscales supplémentaires.

En moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, un homme diplômé du supérieur générera 119 000 USD de plus en recettes fiscales et en cotisations sociales sur toute sa vie active qu'un diplômé du deuxième cycle du secondaire.

Même après avoir pris en compte les dépenses publiques nécessaires au financement des

formations supérieures, les recettes fiscales et les cotisations sociales des diplômés de l'université font de l'enseignement supérieur un bon investissement sur long terme.

Déduction faite du coût des formations supérieures, le gain à long terme pour le Trésor public s'élève en moyenne à 86 000 USD dans la zone OCDE, soit près de trois fois le montant de l'investissement public par étudiant dans l'enseignement supérieur. Les retombées globales sont même plus importantes, dans la mesure où de nombreux avantages liés aux études ne se traduisent pas directement par des recettes fiscales.